



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU LOIRET

0151620170321 apmd Sairp

Direction départementale
de la protection des populations
Service sécurité de l'environnement industriel

AFFAIRE SUIVIE PAR : Gilles Nagot
TÉLÉPHONE : 02.38.42.42.80
BOÎTE FONCTIONNELLE : gilles.nagot@loiret.gouv.fr
RÉFÉRENCE : sg/amd/sairp

A R R E T E **de mise en demeure**

Société SAIRP
à SAINT-JEAN DE BRAYE

Le Préfet du Loiret
Chevalier dans l'ordre national de la légion d'honneur
Chevalier dans l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.171-6 et L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion ;

VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 autorisant la société SAIRP Composites à régulariser les activités de l'unité de fabrication de panneaux stratifiés dans son établissement de SAINT JEAN DE BRAYE ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

VU le rapport de la visite d'inspection de l'établissement de la société SAIRP de SAINT JEAN DE BRAYE, le 15 novembre 2016, communiqué à l'exploitant le 15 décembre 2016 ;

VU le rapport du 15 décembre 2016 de l'inspection des installations classées proposant au préfet de mettre en demeure la société SAIRP de régulariser la situation de son site au regard des constats réalisés par l'inspecteur de l'environnement le 15 novembre 2016 ;

CONSIDERANT que les rejets en CO et COV en sortie d'oxydeur thermique ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émissions fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 précité ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas remis de rapport de synthèse concernant la surveillance initiale relative aux rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique conforme aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait suivre de formation spécifique sur les dangers que présentent les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges autoréactifs, ainsi que sur les questions de sécurité aux agents du site en charge du suivi du stockage de peroxydes organiques, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié précité ;

Adresse postale : 181, rue de Bourgogne - 45042 ORLEANS CEDEX
Bureaux : Cité administrative Coligny, 131 Faubourg Bannier - Bâtiment C1 - ORLEANS
☎ standard : 02.38.91.45.45 - Télécopie : 02.38.42.43.42 - Site internet : www.loiret.gouv.fr

CONSIDERANT que le système de rétention au niveau de la plate-forme de stockage des peroxydes organiques et des gel coat n'est pas efficace (vanne non fonctionnelle), tel que stipulé à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas respecté les quantités maximales de peroxydes organiques stockées sur le site (3,74 tonnes en mai 2016), devant être à tout moment inférieures à 3 tonnes, conformément à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas procédé au nettoyage des zones encombrées par des poussières, susceptibles de créer des zones ATEX en application de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose d'aucun moyen de lutte contre l'incendie efficace et fonctionnel (y compris les RIA) au niveau du stockage des peroxydes organiques, tel que stipulé à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas mis en place des systèmes de détection gaz au niveau des installations de combustion du site, tel que stipulé à l'article 2.15 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation vers un exutoire dûment autorisé des déchets de panneaux composites stockés sur les parties extérieures du site conformément à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas de vanne de coupure gaz accessible au niveau de l'oxydeur thermique, tel que stipulé à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

CONSIDERANT que la consommation de solvants sur site est supérieure à 30 tonnes par an ;

CONSIDERANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement stipule que « *I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er}

La société SAIRP, dont les installations sont implantées au 26 rue des Frères Lumière à SAINT JEAN DE BRAYE, est mise en demeure de :

1) mettre en place les actions correctives nécessaires à la mise en conformité des rejets en CO et COV en sortie d'oxydeur thermique conformes aux valeurs limites d'émissions fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;

- 2) remettre un rapport de synthèse concernant la surveillance initiale relative aux rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique conforme aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2009 ;
- 3) faire suivre une formation spécifique sur les dangers que présentent les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges autoréactifs, ainsi que sur les questions de sécurité aux agents du site en charge du suivi du stockage de peroxydes organiques, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié ;
- 4) de mettre en place un système de rétention efficace (vanne fonctionnelle) au niveau de la plate-forme de stockage des peroxydes organiques et des gel coat, conformément à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;
- 5) de respecter les quantités maximales de peroxydes organiques stockées sur le site, devant être à tout moment inférieures à 3 tonnes conformément à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;
- 6) de nettoyer les zones encombrées par des poussières, susceptibles de créer des zones ATEX conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;
- 7) de mettre en place un système de lutte contre l'incendie efficace et fonctionnel (y compris les RIA) au niveau du stockage des peroxydes organiques, conformément à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié ;
- 8) de mettre en place des systèmes de détection gaz au niveau des installations de combustion du site, conformément à l'article 2.15 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié ;
- 9) d'évacuer vers un exutoire dûment autorisé les déchets de panneaux composites stockés sur les parties extérieures du site, conformément à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;
- 10) de mettre en place une vanne de coupure gaz accessible au niveau de l'oxydeur thermique, conformément à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2007 ;
- 11) de réduire sa consommation de solvants sur site à une quantité inférieure à 30 tonnes par an ou de déposer en préfecture du Loiret un porter à connaissance en lien avec une consommation de solvants supérieure à 30 tonnes par an, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Article 2 : Délai de réalisation

L'exploitant doit mettre en conformité ses installations conformément aux délais indiqués ci-dessous :

- points 1 à 4 de l'article 1 : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- points 5 et 6 de l'article 1 : 48 heures à compter de la notification du présent arrêté ;
- points 7 à 10 de l'article 1 : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- point 11 : - 15 jours à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour faire connaître laquelle des deux options l'exploitant retient. 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour réduire sa consommation de solvants à une quantité inférieure à 30 tonnes par an ou pour déposer un porter à connaissance en lien avec une consommation de solvants supérieure à 30 tonnes par an, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer, dans les délais fixés, aux prescriptions visées à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L.173-1 de ce même Code.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le maire de la commune de SAINT JEAN DE BRAYE, le directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le

21 MARS 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Hervé JONATHAN

DREAL CENTRE
UNITE TERRITORIALE DU LOIRET

28 MARS 2017

COURRIER ARRIVEE

DIFFUSION

- Société SAIRP
- M. le Maire de SAINT-JEAN DE BRAYE,
- M. l'Inspecteur de l'environnement (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

